

Le MDRP entame une étude sur les liens entre DDR et SSR en RCA

A&N no. 22 - 13 novembre, 2006



Le Programme Multi-Pays de Démobilisation et Réintégration (MDRP) a récemment entamé une vaste étude ayant pour but d'examiner les liens entre le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et la réforme du secteur de sécurité (*en anglais*, SSR). L'étude débuta en République centrafricaine (RCA), où les experts du MDRP et de la Banque mondiale ont récemment terminé un état des lieux des efforts de SSR. La mission a produit une série de recommandations préliminaires, et identifié des opportunités potentielles d'assistance, ouvertes aux programmes du MDRP, pour soutenir les efforts de réforme.

L'étude a de plus identifié des opportunités de soutien du processus SSR au delà du cadre du MDRP s'adressant à la Banque mondiale et aux partenaires du MDRP.

Le "secteur de sécurité" fait référence à toutes les institutions gouvernementales ayant un rôle à jouer dans la protection de l'état et de ses citoyens, telles que l'armée ou la police, ainsi qu'aux organismes qui supervisent ces institutions, tels que le Ministère de la Défense. La réforme du secteur de sécurité se traduit généralement par une démocratisation et une amélioration du niveau de transparence des mécanismes de défense et de sécurité. Cela comprend une vaste série de questions, telles que l'évaluation des menaces, la formulation d'une stratégie de sécurité nationale, la taille et la structure hiérarchique de l'armée, le comportement du personnel de sécurité envers la population civile, et la gestion du budget de la défense.

Pourquoi le MDRP s'intéresse-t-il au SSR? La raison est simple : la réforme du secteur de sécurité peut être centrale au succès du processus de démobilisation et de réintégration, et vice-et-versa. Les programmes de DDR sont inextricablement liés au secteur de sécurité au sens large. Par exemple, un certain nombre de processus de paix établissent des paramètres pour l'intégration des différents groupes armés dans une armée nationale, ainsi que pour le démantèlement des groupes armés et une assistance aux ex-combattants qui ne restent pas avec les nouvelles forces de défense et de sécurité.

Les programmes de DDR appuyés par le MDRP ainsi que les efforts dans le domaine SSR partagent des objectifs similaires, c'est-à-dire, contribuer au processus national et régional de paix et de stabilité. Pour réussir, les deux processus requièrent des préconditions similaires - un cessez-le-feu, des mesures de rétablissement de la confiance, des progrès positifs en matière de volonté politique, etc.

"De plus, les processus de DDR et SSR partagent généralement certaines étapes clés," note Madjior Solness Dingamadji, Spécialiste MDRP du Développement social et expert en DDR. « Par exemple, le processus SSR peut résulter dans la démobilisation des enfants associés avec les forces ou groupes armés, une retraite anticipée du surplus du personnel militaire, le dépistage du VIH/SIDA, etc. Les décisions prises dans le domaine SSR, telles que la taille de l'armée, les critères d'intégration pour ceux qui décident de rejoindre les forces armées, l'ampleur du recrutement, et ainsi de suite,

Actualités et à noter

affectent directement le programme de DDR, y compris le nombre d'ex-combattants à démobiliser et le budget alloué, par exemple, ou les critères d'éligibilité pour les bénéficiaires du processus de DDR. »

Dingamadji indique que l'étude pilote en RCA s'est bien déroulée. « Les autorités de la RCA traitent la réforme du secteur de la sécurité comme une priorité, » explique-t-il. « Nous avons rencontré le Ministre de la Défense, le Premier Ministre et la moitié de son cabinet, et avons discuté longuement avec l'Assemblée nationale, BONUCA, les bailleurs de fonds, les agences de l'ONU, ainsi que d'autres acteurs clés. »

Les trouvailles préliminaires de l'étude suggèrent que la RCA est confrontée à des défis significatifs en termes de capacité et durabilité du secteur de sécurité. De plus, de nombreux citoyens n'ont qu'une confiance minimale dans la capacité de l'état à assurer leur sécurité, un sentiment d'insécurité renforcé par la forte circulation d'armes légères.

Cela étant dit, il semble que le Programme de Démobilisation et Réintégration, PRAC, financé par le MDRP ait contribué à la réduction du risque de renouvellement du conflit en République centrafricaine. Le PRAC a déjà démobilisé 5 515 et réintégré 5 176 ex-combattants dans leurs communautés de retour sur un total prévu de 7 565 individus. Les 2 050 restants ont été identifiés et vont recevoir une assistance du programme avant sa fermeture prévue en février 2007.

« Ces résultats positifs ne seront toutefois pas permanents à moins que les problèmes liés au secteur de sécurité soient adressés, » explique Sigrun Aasland, Analyste des Opérations au Secrétariat du MDRP. « La Banque mondiale n'a ni le mandat ni l'expertise pour appuyer la réforme du secteur de la sécurité. Par exemple, nous ne pouvons pas financer ou mettre en œuvre la phase de désarmement, mais collaborons avec des partenaires qui le peuvent. De telles contraintes rendent la coordination entre les acteurs impliqués dans le DDR et le SSR vitale. On espère que l'étude du MDRP révélera les liens qui existent déjà entre DDR et SSR et identifiera ceux qui doivent être renforcés ou même établis. »

Les participants à l'étude recommandent une expansion et une amélioration du support fourni par la communauté internationale aux efforts de SSR à travers un plan compréhensif à long terme. Ils suggèrent de plus que le MDRP assiste la Banque mondiale à développer une meilleure approche pour assister le processus SSR en République centrafricaine, dans la région des Grands Lacs et au delà.

« La Banque mondiale peut, par exemple, offrir un support significatif dans certains domaines du processus SSR, tels que la gestion du budget de la défense, et le recensement du personnel de sécurité, » explique Aasland.

Le MDRP va aussi encourager ses bailleurs de fonds et ses partenaires à s'engager au niveau bilatéral dans des activités de SSR, telles que la formation, l'infrastructure, l'évaluation des menaces, l'équipement, etc.

La République du Congo et le Burundi sont les prochains pays provisoirement visés par l'étude.

« Cette étude va combler un immense manque dans la recherche et offrir des directives politiques et opérationnelles pour les acteurs clés de la région des Grands Lacs, » note Bernard Harborne, Spécialiste du conflit en Afrique à la Banque mondiale. « Les programmes de démobilisation et réintégration appuient le processus de sécurité dans des pays fragiles en voie de transition entre guerre et paix. En contrepartie de l'aide offerte par la communauté internationale lors du processus de DDR, les gouvernements partenaires de la sous-région se sont engagés à mettre en place une réforme de leur secteur de sécurité. Cette étude va identifier de quelle façon la Banque mondiale dans le cadre de son mandat, ainsi que les partenaires du MDRP, peuvent appuyer les capacités du gouvernement à offrir une sécurité nationale et humaine abordable, durable, et responsable. »

For more information on MDRP, please visit www.mdrp.org or contact Bruno Donat, Communications Officer, MDRP Secretariat, World Bank at info@mdrp.org.